Aux ambassadeurs accrédités en Guinée,

Au Conseil National de la Transition

Aux Coordinations régionales,

Aux partis politiques,

A l’Union Européenne,

A l’UNION AFRICAINE

A la Francophonie

Aux Nations Unies

A la CEDEAO

**ALERTE**

**sur la préparation du génocide contre les Peuls et**

**le projet de guerre civile en Moyenne Guinée lancé par**

**le président Alpha Condé**

**Introduction :**

M. Alpha Condé, président de la République de Guinée depuis son investiture le 21décembre 2010, prépare un génocide contre les Peuls([[1]](#footnote-2)) de Guinée en suscitant la guerre civile en Moyenne Guinée que l’Armée guinéenne ethnicisée et la milice ethnique constituée en partie de Donsos (les chasseurs traditionnels de la Haute Guinée) qu’il a mise sur pied viendront appuyer et conduire à son terme.

La préparation de cette guerre civile qui va se matérialiser par le génocide des Foulbhè (les Peuls), ressortissants de la Moyenne Guinée, est à présent entrée dans sa phase active. Tous les ingrédients de cette machiavélique machination sont d’ores et déjà en place. Il ne manque plus que l’étincelle qui mettra le feu aux poudres et causer l’apocalypse.

Le président Alpha Condé a forgé l’arme qui lui permettra de déclencher cette étincelle le moment qu’il a déjà choisi et planifié. Cette ultime arme est le diabolique projet de création du Manden Djallon que nous allons expliquer dans ce document.

Par de multiples déclarations publiques, que nous allons rappeler dans le présent document, le président Alpha Condé a manifesté la haine viscérale qu’il voue aux Foulbhè. Il n’a jamais dissimulé son racisme anti-foulbhè qu’il exprime ouvertement, sans qu’aucune organisation antiraciste au monde ne l’ait jamais dénoncé. Cela est dû en partie au comportement passif et au manque de fermeté de son adversaire à la présidentielle de 2010 et actuel leader de l’opposition Cellou Dalein Diallo, lui-même peul, ainsi qu’au puissant lobby constitué de chefs d’Etat africains, de riches hommes d’affaires et d’anciens ministres d’Etat occidentaux (**Blaise Compaoré** du Burkina Faso, **Dos Santos** d’Angola, **Jacob Zuma** d’Afrique du Sud, **Abdou Diouf** de la Francophonie, le milliardaire américain **George Soros**, **Bernard Kouchner** de France et **Tony Blair** de Grande Bretagne par exemple).

Le silence des Etats démocratiques, des organisations des droits de l’Homme et des hommes de bonne volonté, face aux prises de position et aux entreprises racistes, a toujours été à l’origine des génocides qui ont accablé l’humanité. Voir l’Accord de Munich en 1938, qui a permis à Adolf Hitler de perpétrer le génocide des Juifs en Allemagne ou les appels au génocide des Tutsis de la radio des Mille Collines au Rwanda.

Joignant le geste à la parole, le président Alpha Condé a mis sur pied une machine infernale destinée à déclencher, à mener inexorablement et à achever le génocide des Foulbhè en Guinée. Cette machine est la Fondation qu’il appelle Manden Djallon.

Nous allons rappeler, dans ce document, les raisons profondes de la haine du président Alpha Condé à l’égard des Foulbhè en Guinée. Nous allons dévoiler les ressorts du racisme anti-foulbhè qui l’anime au plus profond de ses entrailles et de son for intérieur. Nous allons montrer toutes les pièces de la machine infernale qu’il a mise au point pour exterminer les Foulbhè et chasser hors de la Guinée ceux qui survivront au génocide qu’il a programmé.

Dans cette entreprise diabolique, le président Alpha Condé, grand manœuvrier en politique politicienne, a su recruter et mettre à son service des supplétifs ayant à leur tête M. Mansour Kaba, ingénieur en génie civil de l’Université technique de Munich en Allemagne, président d’un petit parti ethnique et familial dénommé Dyama, et M. Diao Kanté, membre de l’UPR, l’un des partis politiques affiliés au RPG au pouvoir en Guinée, groupe de partis qui se désignent sous l’appellation collective RPG-Arc-en-ciel.

La machine infernale mise au point par le président Alpha Condé pour réaliser le génocide des Foulbhè en Guinée consiste à opérer la partition de la Moyenne Guinée (l’une des quatre régions naturelles de la Guinée) en deux entités contradictoires, créées de toutes pièces pour les besoins de la cause, entre un Fouta Djallon et un Manden Djallon. Puis, à appuyer le second par les milices ethniques (les chasseurs traditionnels appelés Donsos et les jeunes ressortissants de la Haute Guinée recrutés et entraînés militairement en Guinée, au Burkina et en Angola et baptisés du nom de « Gardes forestiers ») pour attaquer et exterminer le premier qui, lui, est non armé.

Le Manden Djallon, qui n’a jamais existé historiquement, a été créé par les services dirigés par M. Mansour Kaba sous la forme d’une Fondation pour regrouper tous les Foulbhè qui portent des patronymes mandingues ou qui sont descendants des anciens serfs à l’époque du Fouta Djallon théocratique et qui étaient soumis à un régime de servage - mais qui se considèrent comme des Foulbhè à part entière -, régime qui a été aboli depuis 1957, soit depuis plus d’un demi-siècle, avant même l’indépendance de la Guinée.

M. Alpha Condé cherche ainsi à opposer le Fouta Djallon des Foulbhè dits de souche au Fouta Djallon de ceux qui portent des patronymes mandingues appelé abusivement par lui Manden Djallon, auquel il va appeler à se joindre les descendants des anciens serfs qui portent des noms foulbhè.

Les Foulbhè à patronyme mandingue n’ont jamais été ni serfs ni esclaves au Fouta Djallon et sont des hommes et des femmes libres comme les autres Foulbhè. Ils gardent leurs patronymes et sont devenus foulbhé, par osmose, tout comme certains Peuls du Ouassoulou, en Haute Guinée, sont devenus des Malinkés. Pour pousser la politique sectariste d’Alpha Condé jusqu’au bout, faudrait-il créer dans cette région le Fouta Ouassoulou ?

Les descendants des anciens serfs ou esclaves au Fouta Djallon sont des Malinkés qui y ont été vendus aux chefs traditionnels foulbhè par des chefs de tribus mandingues comme l’Almamy Samory Touré, connu historiquement comme étant l’« empereur du Ouassoulou ». Ils ont été intégrés au Fouta Djallon et sont devenus des Foulbhè à part entière. Ils ont pris des patronymes foulbhè et sont aujourd’hui des hommes et des femmes libres et ne sont plus soumis à aucun régime de servage, contrairement aux mensonges diffusés et propagés par M. Mansour Kaba et des services spéciaux du RPG-Arc-en-ciel, le parti d’Alpha Condé.

Ces deux communautés, à savoir les Foulbhè qui habitent, les uns les missidè que les Mandingues appellent foulah-so et les autres les roundè, coexistent depuis des siècles, partagent la même langue « poular », la même culture et vivent sur le même terroir.

Le concept de Manden Djallon, fruit de l’esprit ethnocentriste de M. Alpha Condé, a été matérialisé par la création et la légalisation officielle d’une association dénommée ***« Fondation pour la réunification du Manden Djallon pour la paix (FRMDP) »***, dirigée par Mansour Kaba et Diao Kanté, évoqués plus haut. C’est une démarche très claire qui vise à la disparition du Fouta Djallon actuel.

Tous les Foulbhè ayant des patronymes mandingues et ceux qui sont descendants des anciens serfs au Fouta Djallon sont obligés, par le pouvoir d’Alpha Condé, d’adhérer à cette association et d’en porter la carte de membre, sous peine de mesures de représailles. Ils sont aussi motivés par force espèces sonnantes et trébuchantes provenant de fonds empruntés au nom de la Guinée ou reçus par-ci par-là des entreprises minières.

Nous attirons l’attention de toute la classe politique guinéenne et de la communauté internationale sur la menace d’extermination des Foulbhè, comparable au génocide des Tutsis au Rwanda en 1994 (plus de 800 000 morts), à laquelle les Foulbhè de Guinée doivent faire face à l’heure actuelle, en raison principalement du fait que le chef de file de l’opposition au gouvernement de M. Alpha Condé, en l’occurrence M. Cellou Dalein Diallo, appartient à l’ethnie foulbhè et qu’il est le leader de l’UFDG, le principal parti d’opposition au régime du président Alpha Condé, parti que celui-ci assimile malhonnêtement et abusivement à l’ethnie des Foulbhè.

Nous demandons à la classe politique guinéenne et à la communauté internationale de prendre la mesure de la grave menace qui pèse sur les Foulbhè en Guinée du fait des activités politiques de M. Cellou Dalein Diallo - les Foulbhè qui sont aujourd’hui menacés de génocide en raison de la seule évocation du nom de celui-ci -, nous vous demandons d’arrêter le bras meurtrier du président Alpha Condé, car vous pouvez le faire par la saisine du secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki Moon, ainsi que toutes les organisations internationales des droits de l’Homme, l’Organisation internationale de la francophonie (OIF) qui a malheureusement été dévoyée par l’ancien président sénégalais, M. Abdou Diouf, qui en est à l’heure actuelle le président, l’Union Européenne (UE) dont le représentant en Guinée, M. Philippe Van Dame, s’est malheureusement mis au service de M. Alpha Condé, les ambassades des pays démocratiques occidentaux en Guinée (qui se sont malheureusement tous mis au service de M. Alpha Condé pour préserver leurs intérêts miniers dans ce pays([[2]](#footnote-3))), le Tribunal pénal international, la Cour de justice de la CEDEAO et, en premier lieu, en initiant une procédure judiciaire devant la justice guinéenne, bien que celle-ci soit notoirement aux ordres de M. Alpha Condé, et en assignant devant celle-ci le président Alpha Condé et son parti le RPG-Arc-en-ciel, nous vous demandons d’entreprendre le plus rapidement possible ces démarches pour vous éviter d’avoir à porter une lourde responsabilité devant l’Histoire, pour avoir laissé massacrer les Foulbhè en Guinée.

Nous vous demandons de ne pas continuer à vous taire, de ne pas rester les bras croisés, et d’entreprendre une action énergique pour dénoncer le projet diabolique du président Alpha Condé de génocide des Foulbhè en Guinée et d’engager une procédure judiciaire contre lui.

Nous vous demandons de vous réveiller pour regarder les réalités en face, d’engager une procédure judiciaire contre le président Alpha Condé, ses agents et son parti, le RPG-Arc-en-ciel, devant les juridictions guinéennes et sous-régionales, contre son projet de génocide des Foulbhè en Guinée.

1. **Les origines du racisme anti-foulbhè de M. Alpha Condé :**

Âgé aujourd’hui de 75 ans, M. Alpha Condé serait né, selon sa biographie officielle, à Boké, en Basse Guinée, d’un père originaire de l’ancienne Haute Volta (devenue le Burkina Faso en 1985) et d’une mère originaire de l’ancien Soudan (devenu le Mali en 1960). En vertu du droit du sol, il est de nationalité guinéenne. Mais, il n’a aucune attache avec la Guinée profonde (ses deux parents sont des étrangers en Guinée) et il avait quitté la Guinée étant mineur et français pour ne revenir que chef de parti 60 ans après.

Cette biographie est fausse. En vérité, Alpha Condé est né à l’étranger, comme ses parents. Le document d’état civil qu’il a présenté, qui le fait naître à Boké et qui lui a permis de se présenter à la magistrature suprême en Guinée a été élaboré alors qu’il était déjà adulte (nous pouvons fournir toutes les précisions sur l’origine de ce document, qui a été produit en 1983 avec l’aide de son ex-ami Mohamed Sampil, mystérieusement mort, cette année, quelques mois après son retour en Guinée).

Il prétend venir de Baro, dans la région de Kouroussa, où il a récemment implanté une ferme, mais nul ne l’a connu enfant dans cette région et aucune propriété de ses parents ne s’y trouve. Lorsqu’il a déclaré être de Kankan quand il était étudiant à Paris, son actuel allié, Mansour Kaba qui, lui est natif de cette ville, l’avait formellement démenti. Du reste, le père d’Alpha Condé est inhumé au Burkina Faso, son pays d’origine, et le premier geste qu’il a accompli après son investiture comme Président de la République de Guinée a été d’aller s’y recueillir.

Il faudra attendre trois ans après son investiture pour qu’il fasse une tournée à l’intérieur de la Guinée, à l’occasion de la campagne électorale des législatives qui se préparent actuellement, signe du peu d’intérêt qu’il éprouve pour la Guinée profonde et son soi-disant village d’origine.

Le père d’Alpha Condé, qui était le cuisinier d’un administrateur colonial, qui l’a amené en Guinée lorsqu’il y a été affecté, l’a confié à l’une de ses connaissances, un Français qui l’a amené très jeune avec lui en France où il a passé une adolescence difficile et tourmentée, qui est à l’origine de tous ses problèmes psychologiques. Les premières années de sa vie sont totalement obscures et il les a soigneusement cachées. Avant d’arriver en France, pays où il vivra la plus grande partie de son existence, il avait grandi dans une ambiance familiale baignée dans une idéologie raciste anti-foulbhè. De fait, son père avait participé à la création de l’Union Mandingue, l’une des organisations politiques à base ethnique qui avaient été créées à l’époque coloniale. L’Union Mandingue revendiquait la suprématie sur la Guinée. Les mouvements revendicatifs fondés sur cette base ethnique professaient un ostracisme les uns à l’égard des autres. C’est donc dans la prime enfance que M. Alpha Condé a été élevé dans la haine de l’ethnie des Foulbhè, l’une des principales composantes ethniques de la Guinée (plus de 40% de la population totale du pays).

C’est de son enfance maltraitée que vient la haine que Condé Alpha éprouve envers toute la société. Il deviendra un homme aigri, qui déteste les femmes (il ne vit pas avec son épouse officielle, qu’il n’a épousée que parce que la société guinéenne, à 90% musulmane, ne peut pas accepter à la magistrature suprême un célibataire) et qui va chercher à prendre sa revanche. Tout au long de sa vie, il va cristalliser sa haine à l’encontre de l’ethnie des Foulbhè.

Devenu homme politique, il a élaboré une stratégie de conquête du pouvoir basée essentiellement sur l’ethnie malinké dont il se réclame (son père a troqué son vrai patronyme Koné typiquement burkinabè contre celui de Condé, très courant dans la région de Kouroussa, pour mieux s’assimiler à l’ethnie malinké).

Un événement historique va donner à Alpha Condé l’occasion de jouer à fond la carte ethnique dans sa conquête du pouvoir. Dans la nuit du 4 au 5 juillet 1985, le premier ministre guinéen de l’époque, le colonel Diarra Traoré, tente un coup de force pour renverser son compagnon d’armes le président de la République, le colonel Lansana Conté, parti assister à une conférence de la CEDEAO à Lomé au Togo. La tentative de coup d’Etat échoue. Des jeunes loubards de la Basse Guinée (à laquelle appartient le président Lansana Conté) se livre à des attaques contre des Malinkés (ethnie du colonel Diarra Traoré) dans la capitale, Conakry : l’ampleur des dégâts matériels et le nombre des blessés n’ont, à ce jour, pas été évalués. A cela s’ajoutera ultérieurement l’exécution sommaire de 25 officiers et soldats malinkés, ainsi que certains dignitaires malinkés du régime de Sékou Touré arrêtés.

Rentré de Lomé, le colonel Lansana Conté est élevé au rang de général corps d’armée par les officiers qui ont fait échouer le coup d’Etat (ces officiers seront progressivement écartés de la scène politique, comme il sied historiquement à tous les faiseurs de roi).

Le président Lansana Conté commet alors une monumentale erreur politique. Au cours d’un meeting public, s’adressant à ses partisans qui ont agressé les Malinkés, il déclare : « Wo fataara » (« Vous avez bien fait »). Les Malinkés ne le lui pardonneront jamais.

C’est une opportunité qu’Alpha Condé saisit pour se présenter comme le défenseur des Malinkés face au pouvoir « soussou » de Lansana Conté. Puisqu’il est le héraut de la cause malinké, il va donc revendiquer abusivement le vote malinké - le vote ethnique étant fort malheureusement la maladie infantile de la démocratie en Afrique.

Lors de l’élection présidentielle de 1993, Alpha Condé déclare à Kankan, la capitale du pays malinké : « Tout Malinké qui vote pour Lansana Conté est un bâtard ». Ultime défi à la conscience des Malinkés qui attaquent des familles et détruisent les biens des cadres malinkés du PUP, le parti de Lansana Conté (C’est à cause de cela que tous les leaders politiques malinkés se sont sentis obligés de rallier Alpha Condé au second tour de la présidentielle de 2010).

Il se proclame dès lors « le vaillant guerrier » qui va rendre aux Malinkés le pouvoir qu’ils auraient perdu, selon lui, à la mort en 1984 du premier président de la Guinée, Sékou Touré (Malinké lui aussi).

A partir de l’année 1985, Alpha Condé fait du « wo fataara » du président Lansana Conté son fonds de commerce politique. Les Malinkés, poussés à la haine ethnique se mobilisent massivement derrière Alpha Condé qui se présente comme leur sauveur. Comme un seul homme, ils le suivent sans rien lui demander en reste et sans lui demander aucun compte.

La haine qu’Alpha Condé voue aux Foulbhè, il l’a cultivée tout au long de sa carrière politique, depuis qu’il a milité au sein de l’AGEF, l’Association des étudiants guinéens en France, et de la FEANF, la Fédération des étudiants d’Afrique noire en France. Cette haine était nourrie, à l’époque, par la jalousie qu’il éprouvait à l’égard des intellectuels foulbhè, notamment l’homme qu’il a toujours considéré comme son plus grand rival, Siradiou Diallo, ancien président de l’UGEAO, l’Union générale des étudiants d’Afrique noire, basée à Dakar, et ancien président de l’UED, l’Union des étudiants de Dakar, plus brillants que lui et qui, eux, avaient une solide formation intellectuelle et n’avaient pas besoin de se parer de faux titres universitaires.

Alpha Condé, qui s’attribue le titre usurpé de « professeur » (c’est pourquoi les Guinéens l’appellent le « pro-faussaire »), titre qui ne lui est pas reconnu par les universités françaises dont il se réclame, n’a pas la formation requise pour écrire un livre d’analyse politique comme celui qu’il revendique sous le titre de « Guinée : Albanie de l’Afrique ou néo-colonie américaine » publié en 1972 à Paris. En réalité, ce livre est une recension des écrits laissés par le grand militant guinéen Baldé Samba, ancien président lui aussi de l’Union des étudiants de Dakar, mort dans des circonstances non élucidées lors des révoltes étudiantes de 1968 dans la capitale sénégalaise (nous nous promettons de réhabiliter un jour cet homme et d’éclaircir les circonstances de sa mort, dans lesquelles les autorités sénégalaises de l’époque seraient impliquées). La seule marque personnelle d’Alpha Condé dans ce livre est la haine des Foulbhè qu’il y manifeste dans certains des chapitres.

Du reste, en France, on peut se donner le titre qu’on veut, quitte à se mettre en délicatesse avec la loi. C’est le cas d’une ancienne ministre de Nicolas Sarkozy, qui s’était donné des titres universitaires en droit, sur son CV officiel, qu’elle n’avait jamais obtenus. Sarkozy lui-même avait dissimulé le fait qu’il avait été exclu de Sciences-Po pour insuffisance de notes.

Mais il y a loin du statut d’assistant à l’université (celui d’Alpha Condé) à celui de professeur qu’il s’attribue aujourd’hui. Il y a toutes les étapes suivantes qu’il a escamotées : maître-assistant, chargé de cours, maître de conférences, chef de chaire, et les nombreuses années durant lesquelles il faut enseigner souverainement, et publier des articles scientifiques, avant d’accéder au titre prestigieux de professeur (en fin de carrière). Qui peut nous présenter une seule contribution scientifique d’Alpha Condé, ce médiocre professeur d’opérette ?

Après la mort de Baldé Samba, c’est l’éminent universitaire de gauche, le professeur Alpha Ibrahima Sow (un vrai professeur, celui-là), historien, linguiste et homme politique de grand talent, à l’époque professeur à la célèbre école des Langues orientales de Paris, plus connue sous le nom de Langues-O, qui a tenu la main et la plume d’Alpha Condé pendant plusieurs décennies. Et depuis la disparition du professeur Alpha Ibrahima Sow (qui nous manque aujourd’hui cruellement), Alpha Condé n’a plus rien publié, si ce n’est un livre d’entretiens dans lequel quelqu’un d’autre lui a encore tenu la main.

C’est bien la marque des politiciens médiocres de parvenir au pouvoir par le mensonge, la tromperie, l’habileté manœuvrière et l’usurpation et qui, une fois arrivés à leurs fins, deviennent des dictateurs monstrueux, cyniques, haineux et d’impitoyables assassins.

Ne revenons pas sur le hold-up électoral (que nous allons évoquer plus loin) qui a permis à Alpha Condé d’accéder au pouvoir à la fin de l’année 2010 et dont M. Cellou Dalein Diallo a été le facilitateur et la victime.

Depuis son accession au pouvoir, M. Alpha Condé ne cesse de s’en prendre aux Foulbhè, de les persécuter, de chasser leurs cadres de la fonction publique et de les réprimer sauvagement, comme nous allons le montrer dans ce document. Et toutes ces exactions ne sont que le prélude à leur génocide qu’il prépare activement.

1. **Les discriminations du régime du président Alpha Condé contre les Foulbhè en Guinée :**

Dès son accession au pouvoir, le président Alpha Condé a sorti de ses cartons un projet qu’il prépare et nourrit depuis longtemps, celui de réduire à néant le Fouta Djallon, l’une des quatre régions naturelles de la Guinée, pour mieux régner sur ce pays (rappelons que le Fouta Djallon représente plus de 40% de la population totale de la Guinée).

Nous allons rappeler dans ce document des faits connus des Guinéens, mais que nous devons porter à la connaissance de l’opinion publique internationale, qui les ignore.

La Guinée est un arc de cercle qui se présente, d’ouest en est, comme suit : la Basse Guinée adossée à la façade atlantique, habitée principalement par les Soussous ; la Moyenne Guinée ou Fouta Djallon, qui est le pays des Foulbhè ; la Haute Guinée, pays des Malinkés ; la Guinée Forestière, qui comprend trois grands groupes ethniques : les Kissiens, les Tomas et les Guerzés (ceux-ci s’appellent eux-mêmes Kplèlè).

Dans son projet, Alpha Condé veut réduire à néant le Fouta Djallon, qui représente la majeure partie de la population totale de la Guinée (certaines sources avancent même le chiffre de 45%). Pour réaliser son projet de dominer la Guinée, il faut qu’il divise le Fouta Djallon. Il est persuadé que s’il y arrive, il aura un pouvoir sans partage sur toute la Guinée et qu’il va régner sans conteste sur celle-ci.

Dès qu’il arrive au pouvoir à la fin de 2010, il engage une politique discriminatoire contre les Foulbhè. Il commence par chasser les cadres foulbhè des postes de responsabilité de la fonction publique et des entreprises d’Etat.

A titre d’exemple, citons le cas du département de l’énergie. Dans un mémorandum qu’ils ont adressé, le 5 septembre 2011, au coordonnateur général de l’EDG, l’Electricité de Guinée, les cadres foulbhè marginalisés, puis licenciés, le mois précédent, dénoncent : « Il est scandaleux d’observer que sur les quarante-sept (47) cadres dirigeants dont quarante-quatre (44) nommés par vous, il n’existe plus aucun cadre interne Peulh de l’EDG. »

Le secteur de l’Education nationale est le plus touché par la politique ethnocentriste d’Alpha Condé. Dans l’Enseignement pré-universitaire et l’Enseignement supérieur, la quasi-totalité des cadres foulbhè sont virés des postes de direction.

La même politique de chasse aux cadres foulbhè est pratiquée dans tous les ministères. A la Télévision nationale, les journalistes foulbhè ou proches des partis d’opposition comme Ibrahim Ahmed Barry, Ciré Dieng et Marie-Louise Sanoussy sont interdits d’antenne. Au ministère des Affaires sociales, de la Promotion féminine et de l’Enfance, sur 25 cadres de direction seuls 3 Foulbhè sont retenus.

Dans tous les ministères, les directeurs nationaux, les directeurs de cabinet et les chefs de cabinet foulbhè sont démis de leur fonction et remplacés par des personnes à nom mandingue, tous militants du parti au pouvoir, le RPG, même s’ils n’ont pas les compétences requises pour occuper ces postes.

Nous demandons expressément à M. Cellou Dalein Diallo, leader de l’opposition, de procéder au recensement exhaustif de tous les cadres guinéens, foulbhè ou non, qui ont été radiés de la fonction publique par la politique ethnocentriste d’Alpha Condé - car cette politique vise toutes les ethnies non mandingues -, d’engager une procédure judiciaire pour les rétablir dans leurs droits.

Les rares ministres foulbhè du Gouvernement ne peuvent même pas nommer les membres de leur cabinet. C’est le cas d’Ousmane Bah, ministre d’Etat, chargé des Travaux publics, qui se fait rabrouer pour avoir proposé un cabinet composé de cadres compétents, et dont certains étaient des techniciens de haut niveau, mais foulbhè. La liste des membres de son cabinet est jetée à la corbeille et il se voit imposer des proches du pouvoir, membres attitrés (dont des incompétents notoires) du RPG-Arc-en-ciel, la coalition politique au pouvoir.

La nomination de membres incompétents du RPG-Arc-en-ciel à tous les postes de responsabilité de la fonction publique explique, en grande partie, l’inefficacité de l’administration et l’échec de la politique d’Alpha Condé dans les domaines économiques et sociaux. C’est ce qui explique que sa promesse majeure de ramener l’électricité et l’eau courante à Conakry reste un vœu pieux.

Ecœuré par la discrimination anti-foulbhè, le ministre d’Etat, ministre de la Justice et garde des Sceaux, M. Christian Sow, donne sa lettre de démission au président de la République, M. Alpha Condé. Mais, démissionner du gouvernement en Guinée est un crime de lèse-majesté à l’égard du Président. C’est un acte passible de la peine de mort. Toute autre personne que Christian Sow aurait signé, par ce geste, son arrêt de mort. Mais M. Christian Sow, qui bénéficie de la protection du président de la République en tant que son avocat, lorsque celui-ci était dans l’opposition, et fils d’un ancien ami, est sommé simplement de retirer sa démission. Le pauvre homme est obligé de s’exécuter pour avoir la vie sauve. En Guinée, un responsable gouvernemental ne peut démissionner qu’en se refugiant à l’étranger (cas de Jean-Claude Diallo et de Lounsény Fall, même si les motivations de l’un et de l’autre sont radicalement différentes et dont l’explication nous éloignerait du présent sujet).

Christian Sow, qui appartient à l’ethnie des Foulbhè, a été témoin d’une des déclarations racistes anti-foulbhè des plus virulentes du président guinéen et que sa conscience a obligé à rendre publique (l’être humain est prisonnier de sa propre conscience). Au début du mois d’août 2011, au lendemain du faux attentat du 19 juillet 2011 contre la résidence du Président (nous reviendrons sur cet événement plus loin), Alpha Condé déclare, devant ses collaborateurs au cours d’une réunion tenue à la présidence de la République : « Je vais continuer notre politique de chasse aux Peulhs [les Foulbhè]. Je vais faire des Peulhs les Palestiniens de l’Afrique ». On ne peut être plus clair.

Alpha Condé veut tout simplement chasser les Foulbhè de Guinée et les réduire au triste sort de réfugiés que les Palestiniens vivent dans les pays arabes. Quelle honte pour ce président qui prétend être un homme de gauche et militant des droits de l’homme ! Comment peut-il, après une telle déclaration, se présenter comme un défenseur de la cause palestinienne, ce qui lui permet d’aller tendre la sébile au Moyen-Orient pour obtenir des pétrodollars ?

Les déclarations racistes anti-foulbhè d’Alpha Condé ne s’arrêtent pas là.

Dans une interview à l’agence de presse française AFP et à la radio RFI, M. Alpha Condé déclare le 19 juillet 2011 : « Vous avez trois régions en Guinée [alors qu’il y en a quatre, dont la Moyenne Guinée, pays des Foulbhè, et qu’il oublie ou isole volontairement] : la Haute Guinée, la Forêt et la Basse Guinée, qui sont mandingues ».

Voilà une contre-vérité des plus malhonnêtes. La Basse Guinée, habitée par les Soussous, n’est pas mandingue. Lui-même Alpha Condé qui se prétend malinké, ne parle que la langue soussou (il a vécu quelques années à Conakry avant d’aller très jeune en France). D’ailleurs, la plupart des ressortissants de la Basse Guinée, à savoir les Bagas (autochtones de Conakry, la capitale), les Landoumas, les Nalous, les Mikiforè et les Bassaris n’ont aucun lien avec le Manden.

De plus, la Région forestière qu’Alpha Condé désigne par le terme « la Forêt », habitée par les Kissiens, les Tomas et les Guerzés (qui s’appellent eux-mêmes Kpèlè) n’est pas de l’empire mandingue. Il y avait des royaumes et cultures correspondant à ces groupes ethniques, totalement différents du malinké.

La colonisation et l’occupation massive de la Guinée forestière par des Malinkés remontent à la colonisation de la Guinée, quand les Français ont amené en forêt, zone de cultivateurs, des administrateurs et des commerçants venus des régions du Nord (Haute Guinée). A ce propos, lire l’article de RFI du jeudi 18 juillet 2013.

Les Malinkés de la Haute Guinée ont envahi massivement cette région, s’y sont installés, et s’y sont métissés, ce qui a donné une branche ethnique appelée « Tomas manians ». Celle-ci est minoritaire et son existence, qui est indéniable, ne permet cependant pas de dire que la Forêt est mandingue.

En déclarant que la Basse Guinée, la Haute Guinée et la Région forestière sont mandingues, Alpha Condé veut ainsi dresser les ressortissants de ces trois régions naturelles de la Guinée contre ceux de la Moyenne Guinée, poursuivant ainsi son diabolique projet d’isolement puis d’extermination des Foulbhè de la Moyenne Guinée. Lors du second tour de la présidentielle de 2010, il proposera ouvertement l’alliance des trois régions contre les Peuls en Guinée.

Dès son accession au pouvoir à la fin de 2010, M. Alpha Condé cible les Foulbhè et s’acharne farouchement contre eux. Les rares ministres foulbhè de son gouvernement sont étroitement encadrés, même s’ils ont le titre de ministre d’Etat, par des sous-ministres qui, même ayant un rang officiel inférieur, ont pourtant la réalité du pouvoir et décident en lieu et place de leur ministre de tutelle. C’est le cas de Bah Ousmane, ministre d’Etat, chargé des Travaux publics ou de Christian Sow, ministre d’Etat, chargé de la Justice.

Pendant la campagne électorale présidentielle de 2010, M. Alpha Condé (sûr de sa victoire, sachant toutes les combines qui ont été organisées avec la complicité des autorités de la Transition et d’une partie de la communauté internationale) a promis qu’il reprendrait la Guinée « là où Sékou Touré l’a laissée ». C’est, du reste, la seule promesse qu’il va tenir.

Cette promesse, qu’il a tenue, signifie que M. Alpha Condé va continuer à marginaliser les Foulbhè et, pire, entreprendre de les exterminer, ce qu’avait tenté Sékou Touré en 1976-1977 avec cette odieuse machination que celui-ci avait baptisée du nom de « Complot peul », et qui lui avait permis d’éliminer physiquement une personnalité comme Diallo Telli, le premier secrétaire général de l’Organisation de l’Unité Africaine (OUA, devenue l’Union Africaine, UA). Sékou Touré avait alors appelé à tuer les Foulbhè, appel qui, fort heureusement, n’avait pas été suivi.

1. **Les crimes racistes contre les Foulbhè commandités par Alpha Condé :**

Après le premier tour de l’élection présidentielle, qui s’est tenu le 27 juin 2010, Alpha Condé n’est crédité que de 18,25% des votes mais vient en deuxième position, très loin derrière Cellou Dalein Diallo, qui est crédité de 43,69%, malgré toutes les fraudes et les manœuvres politiciennes organisées par Alpha Condé (sans ces fraudes, Cellou Dalein Diallo était élu dès le premier tour). Nul ne peut comprendre que quelqu’un qui part d’un score aussi bas puisse battre, lors du second tour, celui qui a près de 44% des suffrages, si ce n’est par un hold-up électoral sans précédent dans les annales de l’Histoire (hold-up que même le Président français, Nicolas Sarkozy, avait deviné).

Le second tour de l’élection présidentielle devait se tenir, aux termes de la Constitution guinéenne, deux semaines plus tard, soit le 11 juillet 2010. Il n’a finalement eu lieu que le 7 novembre 2010, soit quatre mois et demi après le premier tour, en violation totale de cette Constitution.

Ce long délai, anticonstitutionnel, a été rendu possible par la faute de M. Cellou Dalein Diallo. Car chaque fois que son challenger sans scrupules, M. Alpha Condé, a créé une épreuve de force, il lui a cédé, pour ne pas apparaître, selon lui, comme celui qui empêche le bon déroulement du scrutin présidentiel. A force de reculer, on finit par arriver au pied du mur. Alpha Condé, animal politique hors pair et sans scrupules, a toujours eu le dernier mot face à Cellou Dalein Diallo.

Le dialogue en politique revient certes à renoncer à une partie de ses revendications pour arriver à un compromis, mais sans jamais renoncer à tout, y compris à l’essentiel. C’est ainsi que, pour les législatives prochaines, l’opposition dirigée par Cellou Dalein Diallo a cédé sur l’essentiel, à savoir la demande de retrait de la société sud-africaine Waymark (pour le traitement informatique), et a reçu, en compensation, l’accessoire (le vote des Guinéens de l’étranger).

Nous allons maintenant rappeler les crimes de sang commis par Alpha Condé contre les Foulbhè en Guinée, crimes qui ont commencé avant même qu’il ne soit investi comme Président de la République et qu’il a commis pour empêcher Cellou Dalein Diallo d’accéder à la magistrature suprême en Guinée aussi bien en 2010 qu’ultérieurement.

Si Cellou Dalein avait exigé, comme il en avait le droit et que la Constitution l’y autorisait, que le second tour de l’élection présidentielle se tienne dans le délai prévu par la Constitution, soit deux semaines après le premier tour, Alpha Condé n’aurait pas eu le temps de fomenter des complots, comme il l’a fait. En particulier, il n’aurait pas eu le temps de fomenter le complot dit de « l’empoisonnement des militants du RPG », le 22 octobre 2010.

Connaissant les vrais chiffres du premier tour qui plaçaient l’ancien premier ministre Sidya Touré au second rang après Cellou Dalein Diallo, et que celui-ci devait affronter au second tour, Alpha Condé a continué à tirer les ficelles durant la Transition et à manipuler le président de la Transition, le général Sékouba Konaté, et a réussi, par moult promesses faites à ce dernier, à se placer au second rang des suffrages (avec la complicité de son directeur de cabinet, Tibou Camara, un « ami » de Cellou Dalein Diallo, et des autres autorités de la Transition, tel le premier ministre Jean-Marie Doré), estimant que Cellou Dalein était moins dangereux pour lui au second tour que Sidya Touré, issu d’une minorité ethnique, plus à même de servir de courroie de transmission, de pont et de lien entre les grandes ethnies qui composent la Guinée.

Les jeux étaient faits et Tibou Kamara, directeur de cabinet du général Sékouba Konaté, président de la Transition, de connivence avec Alpha Condé et le général malien, Siaka Toumani Sangaré, un étranger désigné plus tard comme président de la CENI (mais assisté directement de Louncény Camara dit de la société civile), la Commission électorale nationale indépendante (qui, en réalité, n’était pas indépendante), ce dernier, connu comme un homme totalement corrompu, a déclassé Sidya Touré (qui avait obtenu 22% des voix) et a placé Alpha Condé au second rang, pour affronter Cellou Dalein Diallo. Dès lors, Alpha Condé était sûr de gagner, grâce à toutes les manœuvres qu’il allait organiser car c’est un redoutable politicien jouissant en plus du soutien des autorités de la Transition.

Il ne fait plus de doute, et la communauté internationale qui l’a adoubé le sait aussi, qu’Alpha Condé est arrivé au pouvoir par un hold-up électoral sans précédent. Plus grave, il a joué à fond la carte ethnique.

Dans sa politique d’incitation à la haine contre les Foulbhé, Alpha Condé et ses complices comme Louncény Fall portent une grave accusation contre ceux-ci, le 22 octobre 2010, entre les deux tours de l’élection présidentielle. Il accuse les Foulbhé, militants de l’UFDG, le parti de M. Cellou Dalein Diallo, d’avoir empoisonné l’eau et les boissons traditionnelles des militants du RPG, son parti, lors d’un meeting public au Palais du peuple. Les autorités de la Transition, dont le premier ministre, Jean-Marie Doré, accréditent cette fausse accusation. Ce dernier va jusqu’à limoger la directrice de l’hôpital Ignace Deen, Mme Diallo, qui avait déclaré que les laboratoires de cet établissement n’avaient pu établir aucune preuve matérielle de ce soi-disant empoisonnement. M. Jean-Marie Doré avouera lui-même, après l’élection présidentielle, que cette accusation était totalement fausse et avait été inventée de toutes pièces. Cellou Dalein Diallo aurait dû le poursuivre devant la justice pour ce témoignage si accablant pour les autorités de la Transition.

Mais, Alpha Condé utilise ce faux argument pour organiser des soulèvements populaires contre les Foulbhè vivant en Haute Guinée, et dont certains s’y étaient établi depuis plusieurs décennies, comme à Siguiri, à Kankan, à Kouroussa, à Kissidougou et même à N’Zérékoré (en Guinée forestière), où il y a une forte communauté mandingue. Un grand nombre de Foulbhé sont chassés manu militari de ces villes et certains d’entre eux sont tués, d’autres sont gravement blessés et leurs biens saccagés. Les rescapés iront se réfugier en Moyenne Guinée et en Basse Guinée. Toutes ces personnes seront ainsi privées de leur droit de vote et ne participeront pas au scrutin présidentiel du second tour (voilà qui fausse encore ce scrutin).

Alpha Condé n’est pas encore au pouvoir, mais il porte d’ores et déjà de nombreux morts foulbhé sur la conscience.

Il porte sur la conscience les 157 morts (d’après les chiffres officiels) et les milliers de blessés (dont Cellou Dalein lui-même), en majorité foulbhè, et plus grave, les femmes violées en public et en pleine journée par la soldatesque du général Sékouba Konaté, président par intérim de la Transition, le 28 septembre 2009. Au moment des faits, Sékouba était le ministre de la défense et l’homme fort du CNDD, la junte militaire au pouvoir. Des hommes en uniforme qui se livrent à des crimes sexuels d’un tel primitivisme immoral, inhumain et bestial doivent être jugés et condamnés à la peine la plus lourde prévue par la loi, soit la réclusion criminelle à perpétuité.

Alpha Condé, qui avait pris la précaution de se mettre à l’abri à l’étranger, est derrière ces attaques contre l’opposition politique guinéenne ce jour fatidique du 28 septembre 2009 (la date historique du 28 septembre est célébrée chaque année en Guinée).

Alpha Condé et son complice le général Sékouba Konaté - qui a juré, devant témoins, lors du Sommet France-Afrique de Nice en 2010, qu’il n’y aura jamais un Président de la République peulh en Guinée, quand bien même sa propre femme est peuhle -, ont fait porter la responsabilité des massacres du 28 septembre 2009 au stade du même nom, au président de la junte de l’époque, le capitaine Moussa Dadis Camara. Puis, ils ont organisé le traquenard qui a amené le capitaine Toumba Diakité à tirer sur le capitaine Dadis Camara et à éliminer celui-ci de la scène politique, ouvrant ainsi un boulevard à Alpha Condé vers la magistrature suprême en Guinée (Toumba Diakité sera exfiltré, avec la complicité, semble-t-il, de l’ambassade de France, et aura la vie sauve).

Le général Sékouba Konaté est un criminel, au même titre qu’Alpha Condé. Le premier a été mis à l’abri à l’Union Africaine à Addis Abeba en Ethiopie par la communauté internationale, alors qu’il devrait comparaître devant la Cour pénale internationale, et le second est protégé à l’heure actuelle par l’immunité présidentielle.

Après un long séjour à l’étranger, au lendemain de l’élection présidentielle, Cellou Dalein Diallo rentre en Guinée, le 3 avril 2011. Ses partisans veulent lui réserver un accueil triomphal. Le président Alpha Condé lance contre eux ses forces de sécurité qui les pourchassent jusque dans leurs domiciles dans les quartiers de Cosa, de Bambéto et de Hamdallaye. Les violences exercées contre eux et des Peuls innocents se soldent par un grand nombre de morts et des blessés par balles et armes de guerre. Cellou Dalein Diallo aurait dû attaquer Condé Alpha en justice après de telles exactions. S’il l’avait fait, Alpha Condé ne se serait plus permis de lancer ses hommes de main contre les manifestations publiques officiellement autorisées.

A côté des nombreux morts anonymes tués lors des manifestations populaires pour réclamer la tenue des élections législatives, le 27 septembre 2011, il y a l’étudiant Zakariaou Diallo. Lorsque sa famille s’est présentée au commissariat de police pour porter plainte, celui-ci a refusé de recevoir cette plainte sur injonction venant directement de la présidence de la République. Voilà un déni de justice que Cellou Dalein Diallo aurait dû dénoncer vivement et publiquement, et porter plainte auprès de la cour de justice de la CEDEAO. En ne le faisant pas, l’opposition a délivré à Alpha Condé un véritable permis de tuer car il est assuré dorénavant de l’impunité.

Avant ce 3 avril 2011, il y avait eu, à la veille du second tour de l’élection présidentielle (7 novembre 2010), le viol de 5 jeunes filles à Labé, la capitale du Fouta Djallon. Durant plusieurs jours, ces femmes ont été séquestrées et ont subi d’abominables agressions sexuelles par des hommes en uniforme militaire.

Lors des manifestations pacifiques de l’opposition regroupée au sein de trois coalitions, à savoir le Collectif des partis politiques pour la finalisation de la transition (CPPFT), l’Alliance pour la démocratie et le progrès (ADP) et le Club des républicains (CDR), pour réclamer des élections législatives libres, transparentes et crédibles, qui auraient dû se tenir six mois après la présidentielle, en juin 2011, mais n’ont toujours pas eu lieu, près de trois ans après, le président Alpha Condé a, à chaque fois, lancé contre elles ses forces de l’ordre, en réalité ses milices ethniques avec en tête les Donsos, en uniformes de l’Armée régulière, qui se livrent à d’épouvantables carnages, à l’arme blanche et par balles, contre la population civile désarmée.

A la mi-décembre 2012, Cellou Dalein Diallo a dressé le bilan de ces expéditions punitives contre les Foulbhè, dans l’interview accordée au site internetGuineeActu([[3]](#footnote-4)) : « L’UFDG a enregistré 1162 arrestations, 653 condamnations illégales, 13 morts tués par les balles des forces de l’ordre. »

Ces milices ciblent plus particulièrement les Foulbhè, les pourchassant jusque dans leurs domiciles, dans les quartiers de Cosa, de Bambéto ou de Hamdallaye. Ce fut le cas tout au long de l’année 2011, puis de 2012, ainsi que le 27 février, le 2 mai, le 30 mai 2013 et les jours suivants. Elles entrent dans les maisons pour enlever nuitamment des jeunes de ces quartiers, les entraînent vers des lieux inconnus, les exécutent et les enfouissent dans des fosses communes.

L’opposition n’ayant pas su arrêter le bras meurtrier d’Alpha Condé, celui-ci a continué à tuer de plus belle en 2013.

Le 1er juin 2013, la Coordination Haal-poular (ceux qui parlent poular) et des médecins guinéens ont dressé un bilan provisoire des violences subies par les Foulbhè: 54 morts, plus de 600 blessés dont plus de 400 par balles (des enfants en majorité), des morts dans les prisons dont le nombre est inconnu, de nombreux jeunes disparus enlevés nuitamment qui seront exécutés et jetés dans des fosses communes. Tel est le bilan macabre d’Alpha Condé contre la communauté peuhle en moins de trois ans d’une dictature tribale et sanguinaire.

L’ancien premier ministre Lansana Kouyaté, président du parti PEDN, témoigne devant la presse française : « *Actuellement, on rentre dans les familles, on réunit, on tue, on viole les femmes devant leurs maris et leurs enfants.* ».

El hadj Saïkou Yaya, leader de la Coordination Haal-poular, pour sa part, affirme : *« Ceux qui rentrent dans les familles pour tuer les gens disent à leurs victimes : "Nous, nous sommes payés pour tuer le Peul". Objectif : éliminer les enfants peuls pour qu’il n’y ait plus de cadres peuls dans 10 ans, puisqu’ils nous ont sorti de l’administration. Le but, c’est d’éliminer l’ethnie.* »

Cellou Dalein Diallo aurait dû attaquer Condé Alpha en justice après ces témoignages.

Venons-en à présent au faux attentat contre le domicile du président de la République, ourdi et mis en scène par Alpha Condé, dans la nuit du 18 au 19 juillet 2011.

Face à la dérive dictatoriale et sanguinaire du régime d’Alpha Condé et au mécontentement populaire, après six mois d’une gouvernance chaotique, le premier vice-président de l’UFDG, Bah Oury, considéré par le pouvoir comme le chef de file de l’aile dure de ce parti, appelle le 13 juillet 2011, tous les partis de l’opposition et leurs militants à une grande manifestation populaire, qui risquait d’être appuyée par l’Armée, elle-même très mécontente des promesses non tenues. Pour conjurer le grave danger qui le menace ainsi, Alpha Condé a recours à une vieille ficelle utilisée par tous les régimes dictatoriaux, la fausse tentative de coup d’Etat ou le faux attentat contre la vie du chef de l’Etat. Le nouveau tyran guinéen use de ces deux procédés en même temps.

Cette nuit-là, à l’aube, des détonations d’armes de guerre sont entendues autour du domicile privé d’Alpha Condé dans la banlieue nord de Conakry. Une partie de la maison est détruite. Alpha Condé prétend, devant les médias internationaux, avoir échappé miraculeusement à un attentat visant à l’éliminer physiquement. Dans la foulée, il attribue l’attentat à la communauté peulhe: « *Tous les assaillants sont de la même communauté* », déclare-t-il, et ce, avant même le début de l’enquête. On découvrira que les tirs sont partis de l’intérieur de la villa et qu’il ne s’y trouvait même pas. Mais, c’est l’occasion pour lui d’arrêter les officiers de l’Armée qui pouvaient constituer une menace pour lui, notamment les militaires proches de l’ancien président par intérim de la Transition durant l’élection présidentielle, le général Sékouba Konaté, son ancien complice devenu son ennemi, comme cela se passe toujours dans toutes les magouilles qui conduisent au pouvoir. Il est malheureux et honteux de voir l’ambassadeur de France en Guinée, Bertrand Cochery, accréditer cette grossière machination.

Mais quelle ne fut la surprise de l’opinion publique nationale et internationale de voir que c’est une simple commerçante peuhle, Mme Fatou Badiar Diallo (mariée à un Malinké) qui est accusée d’être à la tête de l’attaque contre la résidence du Président par racisme et pour des motivations ethniques. Au terme de multiples péripéties, l’attentat contre la vie du chef de l’Etat devient une tentative de coup d’Etat attribuée aux Foulbhè.

La machination ne tarde pas à se dégonfler. La cour d’appel de Conakry prononce, le 2 juillet 2012, un non lieu en faveur des principaux accusés. Preuve que la justice guinéenne est aux ordres du pouvoir, Alpha Condé fait casser l’arrêt de la cour d’appel et fait convoquer les accusés devant une cour d’assises. Désormais, il s’agit d’une tentative de renversement du régime.

Le 13 janvier 2013, le procureur général de la République, Williams Fernandez, faux magistrat mais véritable narcotrafiquant, déclare devant la cour : « *Si le coup réussissait, c’est un Peulh qu’on allait mettre au pouvoir.* » Nous voilà revenus à l’ancienne doctrine du « complot peul » des années 1970. De nombreux prévenus, surtout des militaires, sont morts en prison des suites de mauvais traitements et de tortures. Les autres ont été condamnés à de lourdes peines de prison par une justice aux ordres d’un pouvoir criminel.

1. **Diviser le Fouta Djallon et y créer la guerre civile, principal objectif de la politique d’Alpha Condé :**

Le développement économique et social de la Guinée n’est pas dans les préoccupations d’Alpha Condé. Son action politique a visé, toute sa vie durant, à conquérir le pouvoir et, à présent, à s’y maintenir. Il a réalisé la première partie de son projet, à savoir se hisser à la magistrature suprême en Guinée. Il reste actuellement à s’y maintenir, coûte que coûte. Pour cela, il va recourir au principe de base de Machiavel, universellement connu, qui est de diviser pour régner.

Mais, Alpha Condé va ajouter à ce principe machiavélique une note africaine, la coloration ethnique.

En Basse Guinée, il prétend que les ressortissants de cette région sont ses « oncles maternels », puisqu’il s’est fait naître à Boké, au cœur du pays soussou. Mais, pour qu’il fût leur neveu, il aurait fallu que sa mère, Saran, eusse été soussou. Or, celle-ci est malienne (et rappelons que le père d’Alpha Condé est burkinabè). La Basse Guinée a fini par s’apercevoir de la supercherie que l’affabulateur finira par payer très cher.

Alpha Condé a repris la même ficelle naguère utilisée par son maître en politique, Sékou Touré, qui avait eu recours au même argument, disant que les Soussous étaient ses oncles, dans le seul but d’avoir leurs suffrages.

En Guinée forestière, Alpha Condé joue encore à fond la carte ethnique. Là, il s’appuie sur la communauté mandingue pour diviser cette région et régner sur elle. S’appuyant sur les hommes armés de l’URD et de l’ULIMO, qui ont sévi au Liberia sous le régime de l’ignoble Charles Taylor (condamné, le 30 mai 2012, à 50 ans de prison, par la Cour pénale internationale), il lance ses mercenaires et ses forces armées fortement tribalisées contre les habitants du village de Zoghota à 1 h du matin. Ceux-ci n’ont qu’une seule revendication : obtenir des emplois au sein de la société brésilienne Vale, qui détient le permis d’exploitation du minerai de fer de la région. Mais, Alpha Condé cherche à expulser Vale et à revendre le permis d’exploitation à des compagnies chinoises, en extorquant au passage des royalties à celles-ci.

C’est pour réaliser cet ignoble projet qu’Alpha Condé lance, le 5 août 2012, une expédition punitive contre les villageois de Zoghota. Bilan : 5 morts et des dizaines de blessés par armes de guerre. Dans la foulée, les mercenaires de l’URD et de l’ULIMO détruisent pour plus de 100 millions de dollars de matériel informatique. Le but est de chasser Vale qui, d’ailleurs, ne tarde pas à jeter l’éponge et à menacer de quitter la Guinée.

Qui peut croire que les villageois de Zoghota aient pu se lancer dans la destruction d’un matériel informatique d’une valeur de plus de 100 millions de dollars pour satisfaire leur demande d’embauche à Vale ? Le machiavélisme d’Alpha Condé n’a pas de limite. Pour l’heure, il obtient tous les résultats qu’il escompte. Jusqu’au réveil des Guinéens qui ne va plus tarder.

Pis que cela, les violences interethniques qui ont éclaté, le 14 juillet 2013, à N’Zérékoré, puis se sont étendues à la ville voisine de Beyla, à partir d’un simple fait divers, ont été en réalité alimentées par les milices ethniques d’Alpha Condé, à savoir les chasseurs traditionnels appelés Donsos et les éléments de l’URD et de l’ULIMO, armés et encouragés par le président guinéen. Le bilan officiel est de 100 morts. Mais, de source crédible, on avance celui de plus de 2 000 morts, à quoi s’ajoutent des centaines de blessés et de mutilés, d’innombrables dégâts matériels, des destructions d’églises et de mosquées (ce qui n’est qu’un faux fuyant), alors que le fond du problème est loin d’être religieux. L’objectif d’Alpha Condé est d’opposer les Guerzés autochtones (ou Kpèlè) aux Malinkés afin d’établir la suprématie de ceux-ci sur la région en profitant de la situation pour chasser les Forestiers des centre-villes et les désarmer. Il circulerait d’ailleurs en ce moment en Guinée un ancien enregistrement d’une réunion du RPG au cours de laquelle Alpha Condé aurait déclaré que s’il gagnait le pouvoir dans ce pays, on dirait un jour qu’il y avait eu des Kpèlè en Guinée. En d’autres termes, leur disparition était programmée.

Non seulement il a mis à son service les chasseurs traditionnels, les Donsos, réputés être des sorciers, ce qui jette l’effroi et la terreur parmi les populations civiles, par force espèces sonnantes et trébuchantes, mais il a aussi vidé les armureries de l’Armée guinéenne, pour armer la milice ethnique qu’il a constituée et qu’il a baptisée du nom de « Gardes forestiers », ainsi que les miliciens de l’URD, de l’ULIMO et les Donsos (traditionnellement munis de vieux fusils de chasse et d’armes blanches, mais brandissant désormais des kalachnikov et des armes automatiques modernes).

Nous tenons à attirer l’attention de nos compatriotes de la Guinée forestière sur le fait que la politique divisionniste et fractionniste d’Alpha Condé concerne toutes les régions de la Guinée. Aussi et surtout la Moyenne Guinée ou Fouta Djallon.

La machine infernale de la division du Fouta Djallon, orchestrée par Alpha Condé, est dirigée par Mansour Kaba, 73 ans, président d’un petit parti marginal (ethnique et familial) appelé Dyama. Celui-ci est assisté, dans cette basse œuvre, par son sous-fifre Diao Kanté, un vil opportuniste sans aucune envergure, membre de l’UPR, l’un des partis qui composent la coalition au pouvoir, le RPG-Arc-en-ciel. Ce Diao Kanté ne sait pas qu’en Haute Guinée, il n’aurait jamais pu sortir de sa caste, alors qu’au Fouta Djallon il l’a pu parfaitement.

Par des pétitions incendiaires publiées sur des sites internet, notamment le 30 juillet 2013 sur Actuconakry.net, Mansour Kaba diffuse de grossiers mensonges sur un soi-disant esclavage au Fouta Djallon. Nous avons montré que les écrits de Mansour Kaba ne sont qu’un tissu de contre-vérités([[4]](#footnote-5)).

Le servage et l’esclavage domestique ont toujours existé dans l’histoire des sociétés africaines, y compris la société malinké et la société peuhle en Guinée.

Contrairement aux élucubrations de Mansour Kaba au service d’Alpha Condé, ceux qui étaient désignés par le terme colonial inapproprié de « captifs » au Fouta Djallon n’ont pas été les animistes vaincus à la bataille de Talansan au début des années 1700, mais des esclaves mandingues vendus par des familles et chefs malinkés aux chefs peuhls du Fouta. Les Diallonkés et les Maninka habitants du Fouta Djallon qui ont été vaincus à cette bataille ont été islamisés et sont restés libres. Ceux qui portent des noms à consonance mandingue n’ont jamais été des esclaves et sont devenus par osmose des Foulbhè à part entière.

C’est pourquoi la fiction inventée par Mansour Kaba vise tout simplement à diviser le Fouta Djallon et à alimenter la folle aventure de la guerre civile qu’Alpha Condé veut y créer.

Alpha Condé a remis à jour le régime stalinien du Parti-Etat, que l’on croyait à jamais révolu après la disparition de Sékou Touré en 1984. Dans chaque ministère, toute la hiérarchie, du planton au ministre, tous les fonctionnaires sont membres ou sympathisants du RPG, le parti d’Alpha Condé, dont il reste le président, en même temps qu’il est président de la République. Cela est répercuté jusque dans l’administration territoriale et régionale.

Au Fouta Djallon, tous les préfets, sous-préfets et directeurs régionaux sont le plus souvent des originaires des roundè, ceux qu’Alpha Condé inclut dans ce qu’il appelle le Manden Djallon. Les maires et conseils municipaux élus ont été remplacés par des « Délégations spéciales » dont les responsables sont nommés par le RPG.

Le parti d’Alpha Condé va immanquablement remporter les prochaines législatives, si on y va dans les conditions actuelles, parce que la fraude électorale a déjà été organisée en amont du scrutin. Le nombre de bureaux de vote passe de 9 000 (à l’élection présidentielle de 2010) à 12 000, dont de nombreux bureaux fictifs. A titre d’exemple, il est prévu d’installer 25 bureaux de vote au seul camp militaire Samory dans la commune de Kaloum (centre-ville de Conakry), qui ne compte normalement qu’un millier d’habitants. Le nombre de bureaux y a été porté à 28 actuellement. Ce nombre a été réduit de 20% en Basse Guinée, de 30% en Moyenne Guinée et en Guinée forestière, alors qu’il augmente de 30% en Haute Guinée (plus de 100% dans certaines localités de cette région).

De plus, la liste électorale a été falsifiée, avec la complicité de la Céni, la Commission électorale nationale indépendante (15 de ses membres sur 25 sont de la mouvance présidentielle et 2 représentent l’administration RPG), dont le président, Bakary Fofana, appartient notoirement au RPG. Le nombre d’électeurs passe de 4,2 millions (en 2010) à plus de 5 millions, à la suite du recensement illégal des militants du RPG.

Les services d’Alpha Condé ont recensé 11 185 villages qu’ils appellent villages-roundè dans la région de Dalaba (3 préfectures) et 4 841 dans celle de Labé (5 préfectures), soit au total 16 036 villages-roundè. Ces villages sont aussi appelés, dans le jargon du RPG, « zones malinkés en milieu peul ». Il est prévu d’y dépenser 1 624 150 000 FG dans la région de Mamou et 1 524 200 000 FG dans celle de Labé, soit au total 3,149 milliards de FG, une somme énorme dans le contexte guinéen, pour l’achat des consciences et la préparation des groupes armés contre les Peuls.

De même, il est prévu de déployer plusieurs milliers d’agents, dont les Gardes forestiers armés, dans ces deux régions à la veille du scrutin législatif. Ces gardes-chiourme sont prêts pas à user de leurs armes contre les Foulbhè au moindre signal donné par Alpha Condé.

L’étincelle, qui mettra le feu aux poudres, dont nous avons parlé dans l’introduction à ce document, peut se produire à tout moment au lendemain des élections législatives du 24 septembre 2013, si celles-ci ont lieu dans les conditions actuelles. De fait, Alpha Condé et Mansour Kaba projettent de faire voter en faveur du RPG-Arc-en-ciel ceux qu’ils veulent détacher du Fouta Djallon et ainsi obtenir la majorité au Fouta et, à plus forte raison, dans le reste de la Guinée et, par suite, à la future Assemblée nationale. Dès lors, ils envisagent de faire voter une loi pour soi-disant « abolir l’esclavage au Fouta Djallon ». Comment abolir quelque chose qui n’existe pas ? Ils promettent monts et merveilles à ceux qui vont voter pour le RPG. Mais, Alpha Condé a fait la preuve, depuis trois ans qu’il est au pouvoir, de son incompétence notoire quant à diriger un pays et à réaliser des promesses, qui n’engagent que ceux qui y croient.

De fait, cette loi ne sera qu’un prétexte pour ouvrir les hostilités et ne sera que le coup d’envoi de la guerre civile au Fouta Djallon pour le détruire.

**Conclusion :**

Les Guinéens devraient comprendre que la politique d’Alpha Condé, qui est aujourd’hui foncièrement dirigée contre les Foulbhè, est en réalité essentiellement ethno-stratégique : s’appuyer sur les uns pour dominer les autres et, après avoir réussi à dominer ceux-ci, se retourner contre les premiers. Cet homme est un personnage haineux, qui a des comptes à régler avec toute la société, en raison de son enfance malheureuse. Aujourd’hui, il s’abrite derrière les Malinkés. Il les favorise dans l’attribution des postes au sein de la fonction publique, le principal employeur du pays, mais il le fait par un simple calcul machiavélique.

Nous demandons à nos frères malinkés de ne pas se laisser ensorceler par Alpha Condé qui, aujourd’hui les cajole. Nous leur demandons surtout de ne pas reprendre à leur compte le discours haineux et diviseur de Mansour Kaba et de ses acolytes. Il ne faut surtout pas que les jeunes Malinkés héritent de la haine contre les Foulbhè entretenue par Alpha Condé pour des raisons politiciennes de courte vue.

Nous demandons à tous les Haal-poular, de quelque origine qu’ils soient, de se donner la main, de se mobiliser tous pour mettre en échec l’odieux projet d’Alpha Condé et de ses deux supplétifs, Mansour Kaba et Diao Kanté, visant à briser l’unité du Fouta Djallon. Il n’y a qu’un seul Fouta Djallon, celui que nos aïeux, Foulbhè, Djallonkés et Maninka, ont unifié et fondu dans une communauté une et indivisible.

Frères et sœurs du Fouta Djallon, associons-nous tous pour éviter de tomber dans le monstrueux piège conçu par l’esprit maléfique du monstre hideux qui gouverne aujourd’hui la Guinée.

Nous tous Guinéens devons dépasser l’appartenance ethnique qui, un jour prochain, ne sera plus qu’un lointain souvenir, pour nous inscrire, contrairement aux politiciens - nous ne parlons pas des hommes politiques authentiques qui accomplissent une noble mission, l’engagement politique -, qui ne sont que des marchands de tapis et des vendeurs d’illusions, pour nous inscrire - disons-nous -, dans une perspective d’avenir, nous projeter dans le futur, en dépassant notre quotidien qui, aujourd’hui, est fait de pénurie, de privations et de rareté, du fait d’une gouvernance maléfique.

Nous lançons un ultime SOS à la communauté internationale pour qu’elle cesse d’apporter son soutien au nouveau tyran qui martyrise la Guinée et qu’elle empêche dans ce pays le génocide des Foulbhè.

Alpha Condé, Mansour Kaba et Diao Kanté doivent être poursuivis devant la justice guinéenne au titre de l’article 4 de la Constitution qui stipule : « La loi punit quiconque par un acte de discrimination raciale, ethnique, religieuse, par un acte de propagande régionaliste, ou par tout autre acte, porte atteinte à l’unité nationale, à la sécurité de l’Etat, à l’intégrité du territoire de la République ou au fonctionnement démocratique des Institutions. »

Ce document a été achevé à Paris le vendredi 13 septembre 2013

**Alpha Sidoux Barry (France)**

Doctorat en Economie et journaliste professionnel

alpha.sidoux@gmail.com

**Ibrahima Kylé Diallo (France)**

Diplômé en Sciences-Po à Paris, Géographe

kylediallo@gmail.com

**Sadio Barry (Allemagne)**

Ingénieur-Informaticien, Administrateur de www.guineepresse.info

sadio.barry@guineepresse.info

**Lamarana Petty Diallo (France)**

Professeur de Lettres-Histoire. Citoyen guinéen de l’étranger !

lamaranapetty@yahoo.fr

**Saliou Bah (USA)**

Diplômé en Philosophie, Enseignant, Directeur du site lejourguinee.com

s-bah@hotmail.com

1. () Le terme Peul est un terme que les colonisateurs français ont emprunté à la langue ouolof du Sénégal, qu’ils ont francisé, et qui désigne les ressortissants du Fouta Djallon, région dont la dénomination administrative est Moyenne Guinée (l’une des quatre régions naturelles de la Guinée). Les Peuls se désignent eux-mêmes par le terme Poullo (au singulier) et Foulbhè (au pluriel). Le terme Peul s’écrit quelquefois Peulh (avec un « h »). Dans ce document, nous adopterons l’orthographe «Foulbhè » pour désigner les Peuls. [↑](#footnote-ref-2)
2. () Pour de plus amples explications sur la collusion entre Alpha Condé et les grandes compagnies minières internationales, ainsi que les magouilles, dont ses relations avec les services secrets de l’Afrique du Sud, qui lui ont permis d’accéder au pouvoir, nous pouvons mettre à votre disposition le document de 86 pages intitulé « Guinea Special Analysis ». [↑](#footnote-ref-3)
3. () Guineeactu.info : « Le régime de Condé Alpha jugé par Cellou Dalein Diallo ». [↑](#footnote-ref-4)
4. () Voir l’article « Vous mentez, M. Mansour Kaba » diffusé sur les principaux sites internet guinéens, dont Guineeactu.info. [↑](#footnote-ref-5)